

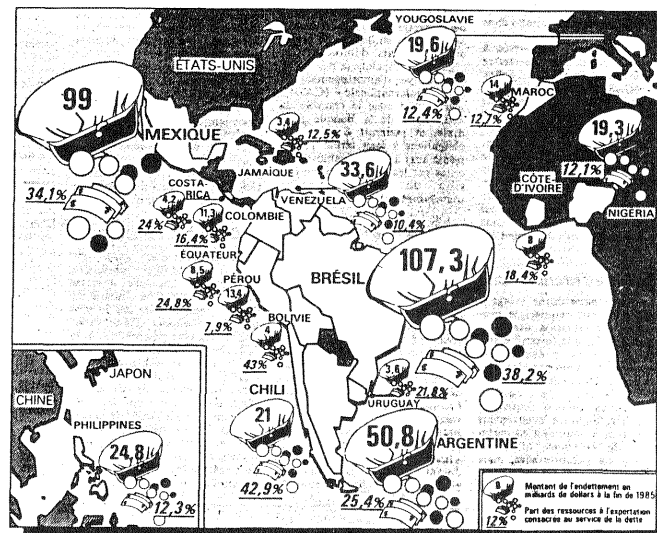


L'Endettement du Tiers Monde

Tel est le sujet d'une session organisée par le Centre Pastoral en Monde Ouvrier (CPMO) et l'AFC-Solidarité Tiers Monde (AFC-STM). En vue de cette session l'AFC-STM prépare un dossier sur l'endettement du Tiers-monde qui paraîtra vers le 20 mai dans le prochain numéro du "Brennpunkt". L'article ci-dessus de Pit Goerens est l'introduction de ce dossier qui donne un aperçu général des mécanismes et des conséquences de la crise de l'endettement.

Depuis quelques années, la presse quotidienne nous interpelle régulièrement dans ses pages financières avec des nouvelles inquiétantes sur l'endettement d'un certain nombre de pays en voie de développement. Elle parle des difficultés de paiement, des interventions du Fonds Monétaire International (FMI) et des rééchelonnements des dettes.

C'est le cas du Mexique qui a suscité les plus vives réactions en 1982. C'était le premier grand pays à déclarer un moratoire unilatéral. Incapable de faire face à ses échéances, il a arrêté le paiement des intérêts et le remboursement du principal des dettes encourues. Après quelques remous, le FMI a pris les choses en main. Il a convaincu le Mexique de payer au moins les intérêts dus, et il a également su persuader les banques d'accorder de nouveaux crédits (prêts) et d'accepter le report du remboursement, moyennant un coût plus élevé pour le Mexique. C'est ainsi que la dette a été rééchelonnée. Le pays débiteur (endetté) a vu le montant total de sa dette augmenter encore, mais en contrepartie il a gagné un délai supplémentaire pour le remboursement. En prime le FMI a dicté au gouvernement mexicain les mesures de politique économique à prendre afin de profiter au mieux de ce délai de grâce.



in: Le Monde 15.4.86

Celui du Mexique n'a été qu'un cas particulièrement alarmant parmi toute une série de pays qui ont été obligés à suivre une voie similaire, débouchant au rééchelonnement de leurs dettes.

Il est le cas où les banquiers ont eu le plus chaud et où on peut dire que l'équilibre du monde bancaire a été réellement menacé. Le système bancaire international n'a que frôlé la catastrophe. La crise financière aiguë a pu être évitée grâce au FMI et au rééchelonnement réussi des dettes du Mexique, mais aussi du Brésil, de l'Argentine ... Ce n'était pourtant que partie remise: aujourd'hui les menaces se font sentir de plus belle. Il y a quelques semaines, le gouvernement mexicain a déclaré qu'il ne serait pas en mesure, cette année, de faire face à ses engagements financiers.

Les risques de l'endettement extérieur

Comment pouvait-on en arriver là? N'est-il pas élémentaire pour un pays de limiter son endettement en fonction de ses capacités de remboursement? Et les banquiers ne doivent-ils pas limiter leurs crédits à ces pays à risque de façon à pouvoir supporter sans trop de problèmes une défaillance?

Remarquons tout d'abord que pour une économie en croissance rapide, comme celle de la plupart des pays concernés au cours des années soixante et soixante-dix, un certain degré d'endettement est tout-à-fait normal. Une entreprise emprunte des capitaux pour financer une partie de ses investissements, et rembourse ses dettes grâce aux recettes acquises par la vente de ses produits. De la même façon un pays en développement peut légitimement recourir à l'emprunt pour financer ses investissements productifs.

Les Etats industrialisés ont tous des dettes publiques, d'un montant parfois considérable. Mais ils ont l'avantage essentiel de pouvoir faire appel en premier lieu à l'épargne intérieure avant d'être obligés à emprunter à l'extérieur.

Pour les pays en voie de développement (PVD) en revanche, le recours à l'épargne nationale est quasiment impraticable. D'une part la majorité des ménages vivent avec des revenus proches du seuil de subsistance et sont obligés à consommer tous leurs revenus. D'autre part les familles riches et aisées, qui épargnent des sommes parfois importantes, préfèrent le plus souvent placer leur argent à l'étranger. La fuite des capitaux est presque généralisée et elle conduit un pays à devoir emprunter à une banque étrangère, et en devises étrangères, des capitaux que ses propres ressortissants y ont peut-être dévorés. En raison de l'épargne intérieure insuffisante et de la fuite des capitaux, les PVD se voient donc contraints à s'endetter à l'étranger.

Or l'endettement extérieur comporte plusieurs éléments d'incertitude

1. L'endettement en devises étrangères met le pays débiteur dans l'obligation d'exporter pour récupérer les devises nécessaires au remboursement. Il ne pourra utiliser ces produits ni pour son propre développement, ni pour sa consommation nationale. Mais en plus il est tributaire des aléas des marchés internationaux. Pour les produits industriels, il risque de se heurter au protectionnisme des pays industrialisés. Les matières premières risquent de s'épuiser et les produits agricoles occupent des terres tellement nécessaires à la production alimentaire nationale. En plus les marchés tant des matières premières que des produits agricoles sont très élastiques et les prix subissent des fluctuations qui constituent un élément d'incertitude incontournable.

2. Le taux de change entre la monnaie nationale et la devise étrangère, en général le dollar américain, joue un rôle déterminant. Si le dollar s'apprécie, le montant de la dette, libellé en dollars, ne change certes pas, mais le pays débiteur devra exporter plus de ses produits pour obtenir les dollars nécessaires au remboursement.



3. Enfin, le taux d'intérêt échappe complètement au contrôle du pays emprunteur, du moins s'il s'agit d'un PVD. Le pays connaît certes le taux auquel il souscrit l'emprunt. Mais d'une part les prêts privés sont aujourd'hui souvent à taux flexibles, c'est-à-dire que le taux d'intérêt est périodiquement adapté en fonction de l'évolution des taux du marché. Et d'autre part les pays qui remboursent un emprunt le remplacent en général par un nouveau crédit, au nouveau taux en vigueur.

L'emprunt en devises étrangères comporte donc une triple incertitude, qui concerne les marchés, le taux de change et le taux d'intérêt. Ces trois variables ont des répercussions sur le coût de l'emprunt mesuré en termes de biens à exporter pour obtenir les devises nécessaires au remboursement. Le triple risque est supporté par le pays créancier.

L'engouement des banques

Les banques aujourd'hui menacées ne s'étaient pourtant pas fait prier pour accorder à ces pays à risque.

L'endettement de certains pays du Tiers-Monde a déjà causé des problèmes dans les années cinquante. Mais les événements des années soixante-dix ont changé la nature de ce phénomène déjà ancien. En 1973 le premier choc pétrolier avec le renchérissement du pétrole qu'il comportait a été l'un des facteurs déterminants. Parmi les pays importateurs de pétrole, ceux qui étaient suffisamment riches pour obtenir du crédit auprès des banques, ont évité de réduire leur niveau de vie suite à la détérioration des termes de l'échange. Ils ont financé la note pétrolière accrue en faisant des emprunts. Pour leur part, les pays de l'OPEP ne savaient comment dépenser les nouvelles recettes, et ils les déposaient auprès des banques. C'est ainsi que se sont développés les fameux euro-marchés. Les banques internationales recevaient l'argent des pays de l'OPEP et le prêtaient aux autres pays qui l'utilisaient pour financer leurs importations de pétrole. C'est ce qu'on a appelé le recyclage des pétro-dollars.

Grâce à l'essor de ce marché se sont développées les places financières internationales: celle de Londres en premier chef, mais également celle de Luxembourg.

Parmi les pays importateurs de pétrole, les plus pauvres ne recevaient pas de crédits des banques privées. Mais à côté des pays industrialisés, les banques ont également accordé des crédits importants à ceux qu'on appelle parfois les "nouveaux pays industrialisés" (NPI) comme le Brésil, l'Argentine, le Mexique, la Corée du Sud et quelques autres. Ces pays se prévalaient à l'époque de taux de croissance impressionnants et ils présentaient pour les banques des débouchés bienvenus. Lancés dans de vastes entreprises de "développement" par l'industrialisation, ils avaient besoin de sommes considérables pour financer leurs vastes projets d'infrastructure. L'exportation ultérieure des produits industriels devait permettre le remboursement des emprunts. Les impôts à payer par les entreprises industrielles promettaient les ressources nécessaires au rééquilibrage du budget. Ce raisonnement optimiste les faisait entrer dans une situation d'endettement extérieur sans précédent.

L'état de crise

Les pays du Nord ont successivement décidé de changer de politique économique et de combattre prioritairement l'inflation croissante par une politique restrictive. En 1979 le changement de cap aux Etats-Unis a coïncidé avec le deuxième choc pétrolier. Dès lors les événements se sont précipités.

Les marchés mondiaux se sont rétrécis au lieu de l'élargissement espéré. Les prix de la plupart des matières premières et des produits agricoles ont baissé. Le taux d'intérêt a doublé en termes nominaux, et le taux réel (+ taux d'intérêt moins taux d'inflation attendu) est passé du négatif à un niveau extrêmement élevé. Quant au cours du dollar, il s'est apprécié rapidement: les trois éléments d'incertitude ont simultanément joué contre les pays débiteurs.

Pour les importateurs de pétrole, le renchérissement du précieux liquide est venu combler le malheur. Quant aux exportateurs, ils commencent déjà à sentir les effets des mesures d'économies d'énergie.



Ce dénouement catastrophique déclenche alors un mécanisme de fuite en avant. Les pays endettés se mettent à contracter de nouveaux emprunts dans le seul but de rembourser les anciens. Les banques jouent le jeu dans un premier temps, mais elles se font rémunérer grâce à des primes de risque élevées. La dette continue donc à augmenter alors que son coût réel s'élève sous le triple effet du taux de change, du taux d'intérêt et des prix des matières premières.

Quand en 1982 le Mexique arrête ses remboursements les banquiers ont compris, mais trop tard. Plusieurs pays, parmi lesquels les plus gros débiteurs, ne sont plus capables de payer. De nombreuses banques, parmi lesquelles les plus importantes des Etats-Unis, ont prêté à ces pays insolvables des montants qui dépassent largement leurs fonds propres.

L'intervention du FMI

Les pays incapables de subvenir au service de leur dette extérieure, et qui ne veulent pourtant pas les dénoncer, ont la possibilité de faire appel à l'aide du FMI. Celui-ci peut alors leur accorder de nouveaux crédits et jouer l'intermédiaire pour organiser, avec l'accord des banques créditrices, le rééchelonnement des dettes. Il le fait à condition que le pays endetté s'engage à suivre les mesures de "redressement" qu'il prescrit.

La politique de redressement du Fonds est une recette simple. Pour acquérir des devises, le pays doit exporter plus et importer moins. Comme les marchés de produits industriels sont saturés, la seule issue est d'augmenter les exportations de matières premières et de produits agricoles. Pour réduire les importations, il faut diminuer les revenus. Le tout est complété par une dévaluation. Le déficit public est réduit par freinage des dépenses sociales et des investissements publics, qui sont le plus facilement comprimables. Toutes ces mesures sont le contraire d'un processus de développement. Elles se sont en plus avérées jusqu'ici être parfaitement inefficaces.

Pour les économies en développement, la politique du FMI implique une grave récession. La diminution des dépenses publiques est donc compensée par une baisse des recettes, empêchant de la sorte l'équilibre budgétaire.

L'objectif extérieur est mieux servi. Plus par le freinage des importations que par la reprise des exportations, la balance commerciale se redresse. Mais cela suffit à peine à compenser l'accroissement du montant à payer en intérêts sur la dette.

Les effets pour la population

Pour la population, et en premier chef pour les ménages les plus démunis, les effets sont catastrophiques. La baisse des revenus réels fait diminuer le niveau de vie dans les régions urbaines, alors que le chômage fait rage suite à la récession. Il n'y a bien sûr pas d'allocation de chômage. La carence alimentaire s'installe à la périphérie des villes. A la campagne la réaffectation forcée des terres pour la production de biens agricoles exportables met en cause la production alimentaire locale. De nombreux paysans sont chassés des terres qu'ils occupent. Une mauvaise récolte suffit pour que la famine s'étende.

La population prend conscience de ce qu'elle doit

Le séminaire aura lieu au Centre St Jean, 110, av. Gaston Diderich, Luxembourg.

- Vendredi, 30 mai à 20 heures: Conférence-débat avec Albert Carton, économiste du syndicat chrétien belge (CSC)
- Samedi, 31 mai de 9 à 17 heures séminaire animé par A. Carton.

Les personnes qui souhaitent participer à cette session sont priées de contacter le CMPO (tél.: 44 40 32).

Le "Brennpunkt" contenant le dossier avec entre autres des articles sur: les mécanismes de la crise de l'endettement et les répercussions de celle-ci sur l'Amérique Latine et l'Afrique peut être commandé au siège de l'AFC-STM (tél.: 47 21 33).

souffrir pour rembourser une dette qu'elle n'a jamais contractée. Dans plusieurs pays le mécontentement monte et les tensions sociales se durcissent. Les pouvoirs militaires ont trébuché sur cet obstacle et ils ont été remplacés en Argentine, au Brésil, en Uruguay et plus récemment aux Philippines. On comprend pourquoi certains gouvernements encore jeunes hésitent à se soumettre aux conditions du FMI.

Pour débloquer la situation, la stratégie du FMI consiste à convaincre les banques à accorder des délais supplémentaires au débiteur et surtout à augmenter le montant total en ajoutant de nouveaux crédits. Une règle d'or des banquiers prescrit

L'évolution de l'endettement pour quelques pays
(Dette totale brute en milliards de dollars)

	1978	1980	1981	1982	1983
Argentine					
dette à court terme	4	11	10	9	11
dette totale	13	28	34	37	42
Brésil					
dette à court terme	7	9	12	14	15
dette totale	52	66	77	88	97
Corée (du Sud)					
dette à court terme	3	8	13	14	13
dette totale	16	25	33	38	41
Mexique					
dette à court terme	5	10	21	22	12
dette totale	38	54	74	82	83
Total des 4 pays					
dette à court terme	19	38	56	59	51
dette totale	119	173	218	245	263

de ne jamais jeter l'argent encore bon après celui qui est perdu. C'est pourtant ce que font les banques sous les bons auspices du Fonds: c'est une véritable fuite en avant. Cette stratégie qui ne fait que reporter l'éclatement de la crise tout en l'aggravant, ne peut s'expliquer que parce que les banques se retrouvent le dos au mur. Si les pays endettés arrêtaient de payer les intérêts les grandes banques américaines et internationales seraient en faillite, et le système bancaire entier s'écroulerait. Dès lors il vaut mieux continuer le jeu qui s'éternise, au mépris des souffrances des populations innocentes.

Pierre GOERENS